L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): En effet, monsieur l'Orateur, il y a deux mois, je me suis entretenu avec M. Darcy McKeough, trésorier de l'Ontario, qui m'a parlé de son intention de contracter un emprunt. Je lui ai répété ce que j'avais déjà dit à Jasper, à savoir que le gouvernement fédéral avait demandé aux provinces, par l'entremise de mon prédécesseur, d'essayer d'emprunter sur le marché canadien. Le Trésorier m'a assuré qu'il le ferait et qu'il n'aurait recours aux marchés étrangers que s'il le fallait. Monsieur l'Orateur, une grande partie de l'emprunt dont il est question vise des capitaux de roulement et de réinvestissement et ne comporte pas l'échange global qu'il a mentionné.

M. Saltsman: Dans ses entretiens avec les hauts fonctionnaires ontariens, le ministre leur a-t-il laissé entendre qu'il prendrait des dispositions, ou serait disposé à en prendre, avec la Banque du Canada en vue d'abaisser le taux d'intérêt au Canada, de sorte que l'emprunt soit contracté au pays?

L'hon. M. Turner: Monsieur l'Orateur, même si j'avais fait une proposition de ce genre, je n'en dirais rien pour le moment.

* * *

RADIO-CANADA

LE CONFLIT AU SUJET DE L'ÉMISSION «SUR LE VIF»—
L'INTERVENTION DU MINISTRE

[Français]

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

Pourrait-il dire si on lui a demandé d'intervenir dans le conflit qui oppose présentement le poste CBOFT à l'équipe du programme «Sur le vif»?

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Non, monsieur le président.

* * *

LES GRAINS

ORGE—LES FRAIS DE TRANSPORT POUR LES
CULTIVATEURS DE L'ALBERTA

[Traduction]

M. Stan Schumacher (Palliser): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Justice en sa qualité de ministre chargé de la Commission canadienne du blé. Envisage-t-il la possibilité d'un rajustement des frais de transport pour les producteurs d'orge de l'Alberta du fait que la plus grande partie de l'orge est expédiée par Vancouver plutôt que par les Grands lacs, ce qui entraîne une dépense supplémentaire moyenne de six cents le boisseau pour ces personnes?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, les chiffres du député sont faux. J'ai souvent parlé de cette question avec les représentants de la Commission canadienne du blé; ceux-ci m'ont dit à plusieurs occasions que lorsqu'il appert que l'orge est plus transporté par Vancouver que par les Grands lacs, il faut chercher à modifier la structure des tarifs. Pour cela, il faudrait évidemment la collaboration de la Chambre pour faire modifier la loi sur la Commission canadienne du blé, ce qui aiderait beaucoup.

• (1440)

LA LOI SUR LES MARCHÉS DE GRAIN À TERME—LA
DISPOSITION VISANT LA SURVEILLANCE FÉDÉRALE

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre chargé de la Commission du blé. Le gouvernement se propose-t-il de remanier la loi sur les marchés de grain à terme, adoptée depuis des années mais qui n'a pas été proclamée, visant une surveillance fédérale sur les ventes à terme effectuées à la Bourse des grains de Winnipeg?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, le comité que j'ai chargé d'enquêter sur la vente du colza a soulevé cette question et nous l'étudions. La loi sur les marchés de grain à terme telle qu'elle existe ne serait guère utile pour les ventes de colza et par conséquent la question que nous devrons mettre en délibération à la Chambre portera sur le genre de modifications nécessaires pour rendre la loi utilisable.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

TERRE-NEUVE—LE RETARD DANS LE VERSEMENT DES
PRESTATIONS—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Étant donné les difficultés constantes et les retards dans les paiements aux requérants en vertu de la loi de l'assurance-chômage, surtout dans la province de Terre-Neuve, à cause de la distance entre le bureau local et celui de Moncton, le ministre dirait-il à la Chambre si l'on prend des mesures pour remédier à cette situation et réaliser une détente?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, le député a soulevé cette question plusieurs fois et par suite d'instances présentées il y a quelque temps j'ai demandé que l'on étudie la possibilité d'installer un autre service d'ordinateur à utiliser à Terre-Neuve. Je devrais recevoir cette semaine un rapport qui, je l'espère, appuiera ce projet.

LE RETARD DANS LE VERSEMENT DES PRESTATIONS—
LES MESURES ENVISAGÉES CONTRE LES EXACTIONS
DES USURIERS

M. Douglas Rowland (Selkirk): J'ai une question supplémentaire pour le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, monsieur l'Orateur. Il y a quelque temps, les requins de la finance ont causé des ennuis à propos de chèques d'assurance-chômage. Interrogé à la Chambre à ce moment-là, le secrétaire parlementaire du ministre a répondu que le gouvernement rédigerait peut-être une mesure législative. Le gouvernement envisage-t-il la rédaction d'une telle mesure et, le cas échéant, quelle forme prendrait-elle? S'agirait-il de modifications à la loi sur les petits prêts?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, l'enquête préliminaire a établi que le point faible de la loi, s'il en est, se situe au niveau de la juridiction provinciale. Nous envisageons présentement de concentrer nos efforts sur ce